

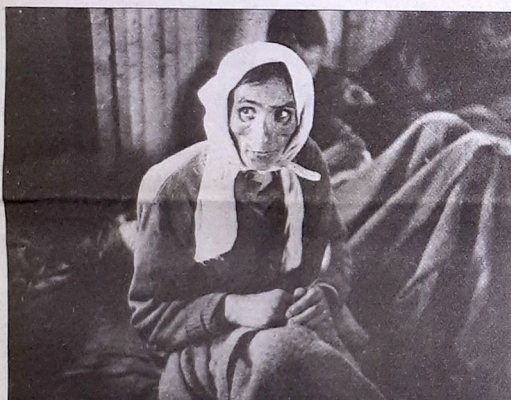
2005 :
60^e ANNIVERSAIRE
DE LA VICTOIRE
SUR LE NAZISME

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1168-1169 - JANVIER-FÉVRIER 2005

JANVIER 1945, AUSCHWITZ : « INCOMPARABLES BOUCHERS



Le 27 janvier 1945, l'Armée soviétique du Maréchal Koniev entraînait au camp d'Auschwitz et découvrait les traces de l'horreur. Depuis le 18 janvier précédent, les S.S. avaient procédé à l'évacuation vers les camps de concentration de Dora et Buchenwald de plusieurs dizaines de milliers de déportés dans une meurtrière « Marche de la Mort ». Ouvert en 1940 à Oswiecim pour 10 000 prisonniers, le Camp d'Auschwitz fut choisi par les nazis pour être le principal camp d'extermination des Juifs. De 1 million et demi à 2 millions d'hommes, de femmes, d'enfants et de vieillards y furent exterminés.

HONTE ! HONTE ! HONTE ! »

(René CHAR)

Tous les pays naguère occupés par les nazis viennent de vivre avec douleur et recueillement le 60^{ème} anniversaire de la Libération du camp d'Auschwitz.

Certes, la ferveur ne put éviter quelques erreurs. Par exemple, il fut souvent évoqué l'anniversaire « de la Libération des camps ». Non ! D'Auschwitz seul. Celui du Struthof, en Alsace, l'avait été en septembre 1944, vide, ses déportés ayant été « transférés » à Dachau. Tous les autres le furent en avril ou mai 1945. Nous connaissons depuis les années 1934-35 l'existence de camps de concentration et nul ne se faisait d'illusion sur la violence qu'y exerçaient les nazis quand l'existence d'Auschwitz fut connue – par un évadé, dit-on – en été 1943. Aragon ajouta quelques vers au « Musée Grévin » qu'il achevait d'écrire :

« Ici l'on vit ici l'on meurt à petit feu
On appela cela l'exécution lente... ».

L poète avait cru que seule y était internée une centaine de résistantes parties du fort de Romainville. Hélas, les Français s'y comptaient déjà par milliers : quant au nombre total des détenus, les débats entre historiens se déroulèrent autour de millions de morts. En grande majorité ils étaient juifs, mais on estime à 30 000 le nombre de Tsiganes ; on n'ose chiffrer les Soviétiques... Et l'on n'y pratiquait pas « la mort à petit feu » (Aragon l'apprit comme tous avant la première édition légale de son poème), mais la mort, souvent dès l'arrivée au camp, dans ses chambres à gaz. Auschwitz, camp d'extermination. Le mot dit tout.

C'est le 27 janvier 1945 que l'Armée soviétique du Maréchal Koniev libéra le camp, 330 de ses hommes tombant au combat contre les derniers SS présents. Beaucoup de choses avaient été devinées lors de la Libération du Struthof, mais c'est d'Auschwitz que déferla, entière, l'horrible vérité. Des plumitifs aujourd'hui, demandent pourquoi les aviations alliées ne le bombardèrent pas. Le professeur Kaspi, éminent historien, leur a vigoureusement répondu, après Primo Lévi. Dans Buchenwald, bombardée par erreur en août 1944, des dizaines de déportés périrent sous les bombes de leurs futurs libérateurs. Est-ce ce qu'auraient voulu, à une échelle impossible à évaluer, les censeurs d'aujourd'hui ?

D'autres stigmatisent quelques jeunes qui chahutèrent dans des groupes visitant les restes d'Auschwitz. Peut-être n'ont-ils pas pensé que certains grands-pères ont pu être miliciens, ou Waffen SS. Au surplus, il est des inconscients, des imbéciles et des apprentis hitlériens de tous âges, ce qui ne saurait justifier un freinage du fondamental travail pédagogique qui s'impose et qui d'ailleurs donne des résultats chahuteusement probants sur un nombre autrement important de jeunes.

Auschwitz même, le chancelier Schröder a dit au bord des sanglots la honte qu'il ressentait pour son pays et les générations d'après. Le Président Chirac accusa par deux fois « l'Etat Français », (nom que donna Pétain au débris de patrie sur lequel il régna par délégation de son interlocuteur de Montoire). Il lança : « l'antisémitisme n'est pas une opinion, c'est une perversion » et rappela les nombreux Juifs sauvés en France par des non Juifs (ce qu'a démontré Maître Klarsfeld père : 3 sur 4 leururent la vie). Puis promettant la rigueur des lois aux disciples des assassins de l'époque, il cita les déportés de toutes natures.

Où, que les lois de la République châtièrent les « Coblénards » de l'intérieur qui souillaient leur qualité de Français, que les enfants de France apprennent par l'exemple des combattants et des martyrs ce que sont le courage, le civisme, l'humanité, la tolérance et qu'ainsi la France se mette à l'abri du retour des « fautes » – des crimes ! – que les lâches au pouvoir à Vichy partagèrent avec les nazis.

La France à l'époque était avec les résistants, les combattants sous les armes et avec leurs frères déportés, dont souvent le silence sous la torture avait permis aux premiers de continuer le combat, sur la voie tracée le 18 juin 1940, largement ouverte le 27 mai 1943 et qu'allait consacrer, pour tous les survivants le 8 mai 1945.

Au 60^{ème} anniversaire de la Victoire, les morts d'Auschwitz et tous les autres seront présents, debout comme toujours dans nos mémoires.

Le Journal de la Résistance.

DEUX DATES D'HONNEUR DE LA FRANCE

L'ANACR, depuis maintenant plus de 10 ans, demande l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai de chaque année, journée non fériée, non chômée mais vouée à la transmission, tout particulièrement aux jeunes générations, de la mémoire de ce qui est dans notre histoire quasiment sans équivalent, si l'on excepte les soldats de l'an II, à savoir du soulèvement de tout un peuple pour sa liberté et son indépendance, de ce que l'Histoire appelle la Résistance, avec un « R » majuscule.

En effet, quelle date en serait plus symbolique que celle anniversaire de l'unification sous la présidence emblématique de Jean Moulin, le 27 mai 1943, de toutes les composantes de cette Résistance – mouvements, syndicats et partis politiques – au sein du Conseil National de la Résistance, qui se plaça sous l'autorité du Général de Gaulle et auquel les plus hautes autorités de l'Etat ont rendu l'hommage national qu'il méritait, le 27 mai 2003, dans la Cour des Invalides ?

Par milliers, élus municipaux, départementaux, régionaux et nationaux des deux assemblées de la République se sont prononcés en ce sens. Des centaines de municipalités, des Conseils généraux et régionaux ont décidé de commémorer annuellement le 27 mai.

Incompréhensible à nos yeux – sauf à vouloir pérenniser l'attitude de secteurs minoritaires de la Résistance qui s'opposèrent à la mission de rassemblement de toute la Résistance confiée par le général de Gaulle à Jean Moulin – est l'hostilité de quelques composantes actuelles du monde Résistant à cette demande d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai.

Le 18 juin, date fondatrice de la France libre, qui assura la présence française aux côtés des Alliés partout dans le monde, ne saurait, comme tentent de le faire certains, être opposé au 27 mai, car les efforts des Français Libres et ceux des Résistants sur le sol national convergèrent pour libérer notre pays. Et nous demandons l'instauration d'une Journée Nationale de la France libre qui ancre aussi dans la mémoire nationale le souvenir et le rôle historique des combats des Français libres.

Quant à la date unique de commémoration de tous les conflits, niant par là leur spécificité, pourtant si évidente concernant la Seconde Guerre mondiale et plus particulièrement les combats de la Résistance, il est plus que surprenant de la voir proposée – en y associant de manière des plus inattendues les compagnons de Charles Martel à Poitiers, les soldats de Fontenoy ou les Mameluks de l'Empire... ! – sous la signature d'un responsable d'une association ayant, comme les autres du monde Résistant, mission de sauvegarder la mémoire des combats de la Résistance et du sacrifice de tant de résistants.

Une mission que pour sa part l'ANACR – avec à ses côtés l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (ANACR) – entend pleinement assumer. En premier lieu en continuant sans faiblesse la lutte pour que soit instaurée une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- | | | | |
|--------|---|-------------|--|
| P. 2 : | Les Amis de la Résistance (ANACR). | P. 4 et 5 : | Néofascistes, négationnistes : vigilance ! |
| P. 3 : | Résistants : attention danger
Contre l'infamie | P. 6 et 7 : | La vie de l'Association, Nos deuils. |
| | | P. 8 : | Livres : Pierre Sudreau, par C. Rimbaud. |

ARRAS :

DEUX ANNEES D'ANNIVERSAIRES

Durant l'année 2004, année du 60^e anniversaire de la Libération, le comité arrageois des « Amis de la Résistance (ANACR) » a développé une importante activité. L'assemblée générale qui s'est tenue le 29 janvier dernier a permis d'en faire le bilan et de tracer des perspectives pour 2005.

La compagnie « A livre ouvert » nous a proposé un spectacle sur le C.N.R. et son programme que, la municipalité de Dainville nous ayant offert une salle, nous avons pu – grâce à l'aide financière du comité départemental ANACR – présenter le 27 Mai dernier, à l'issue de la cérémonie Place de la Préfecture à la mémoire de Jean Moulin. De l'avis des spectateurs, ce spectacle de qualité retraçait fidèlement l'histoire du C.N.R.

Comme chaque année, nous avons été présents aux cotés de nos camarades résistants lors des cérémonies organisées par l'A.N.A.C.R. à Lens, Avion, Bourlon, Aizcourt-le-Bas, dans les fossés de la citadelle d'Arras, devant la stèle Jean Moulin et à Sainte-Catherine. Autant de sites qui démentent les propos d'une personnalité inimmuable, dont les déclarations tendent à relativiser les exactions nazies subies par la population durant l'occupation avec la complicité active du régime de Pétain. Si tant est que la réalité historique puisse être sa préoccupation et l'émouvoir.

2004 a aussi été le 2^e anniversaire du jumelage d'Arras avec la ville allemande d'Herten. Depuis notre création en 1998, nous entretenons des relations amicales avec une association allemande d'Herten, la V.V.N., qui poursuit des objectifs convergents avec les nôtres. Cette amitié s'est concrétisée par la signature d'un protocole de jumelage entre nos deux associations. Notre Président, s'est rendu en Allemagne en mai dernier aux cérémonies d'anniversaire et pour signer le protocole qui officialise nos relations. Nos amis allemands sont venus confirmer cette signature en septembre dernier.

En septembre précisément, dans le cadre de la cérémonie à la mémoire des 218 fusillés dans les fossés de la citadelle, avec le concours de la municipalité d'Arras, nous avons présenté une exposition sur le thème : « De Gaulle dans la Résistance française ».

Pour 2005, de nombreuses idées ont été avancées : entre autres, projeter dans le cadre du 60^e anniversaire de la libération des camps de concentration, un film suivi d'un débat qui pourrait se faire au Centre Noroit, renouveler l'expérience de septembre 2004 en présentant une exposition de l'ANACR du Nord dont le thème est « Victoire sur le nazisme » (cette exposition – si nos amis du Nord l'autorisent – séjournera en Allemagne selon le souhait de la VVN de Herten), intervenir auprès des municipalités afin que les plaques de rue portant le nom de résistants(es) soit plus explicites en mentionnant leur qualité de résistants et les circonstances de leur décès, poursuivre la collecte du témoignage des Résistants, participer, sur invitation de l'association « Les Amis de Robespierre », le 2 avril 2005 à une journée d'étude avec des historiens sur le devenir des soldats de l'An 2 après la Révolution et des Résistants après la Libération...

Par ailleurs, le comité départemental ANACR nous ayant informés que la délégation militaire du Pas-de-Calais envisageait trois journées de manifestations les 7, 8 et 9 mai prochain, cela a relancé le débat pour la création d'un comité départemental des « Amis ». Contact sera pris à cet avec nos amis du Comité des « Amis » de Grenay.

Et, bien sûr, notre Assemblée générale a été aussi l'occasion de tirer les enseignements du succès du congrès national de Grenoble et de mettre l'accent sur l'aide mutuelle que doivent s'apporter les « Amis de la Résistance (ANACR) » et les Résistants de l'ANACR, pour faire que se pérennise tout à la fois les valeurs de la Résistance, une mémoire authentique des combats des Résistants et le message porté par l'ANACR.

LOT-ET-GARONNE :

« NOUS, LES PASSEURS DE MEMOIRE »

Lors du Comité Directeur de l'ANACR du Lot-et-Garonne réuni le 12 décembre dernier à Sainte-Livrade-sur-Lot, Brigitte Moreno, Présidente départementale des « Amis de la Résistance », a tiré les enseignements du Congrès National de Grenoble. Ce sont ces réflexions que nous publions ci-dessous.

Ce fut un très beau congrès, mille participants en séance d'ouverture, plus de huit cents délégués, quasiment la parité entre Résistants et Amis de la Résistance. Voilà qui est encourageant pour l'avenir, même si le contexte géographique et historique de la région du Vercors, haut lieu de la Résistance s'y prêtait. De plus, le choix de la ville de Grenoble, décorée par le Général de Gaulle de l'Ordre de Compagnon de la Libération, pour la tenue de ce congrès, dans l'année du soixantième anniversaire de la libération, ne pouvait être meilleur.

Il faut souligner la participation nombreuse et active des Amis de la Résistance dans l'organisation de ce congrès au côté du Comité A.N.A.C.R. de l'Isère, et sa réussite totale, aboutissement de longs mois de travail ; pour ma part, ce fut le plus beau que j'aie vécu...

Malgré le temps... soixante années s'étant écoulées depuis la libération de notre pays par les résistants rassemblés, contribuant au succès des débarquements en Normandie et en Provence, renforçant l'armée de la France libérée, jusqu'à la victoire du 8 mai 1945 sur le nazisme. Soixante ans, mais toujours autant de feu et d'émotion dans les interventions du Président de l'A.N.A.C.R., de l'Isère, Pierre Fugain, et surtout du secrétaire national de l'A.N.A.C.R., Charles Fournier-Bocquet, applaudi durant plusieurs minutes par le public debout, à l'issue de la présentation du rapport du Bureau National. Ce rapport extrêmement dense et riche en enseignement, vous avez pu le lire dans le journal « France d'Abord ».

Les Amis de la Résistance puisent toujours dans ces moments historiques pour l'A.N.A.C.R. un enrichissement de leurs connaissances de l'histoire de la Résistance, de l'épopée humaine qu'elle a représentée et revient confortés dans leurs convictions de transmettre aux plus jeunes cette connaissance et les valeurs intemporelles que la Résistance a portées.

Dans leur résolution, les Amis, de la Résistance ont qualifié leur rôle de « passeurs de mémoire », de la mémoire des Résistants que nous côtoyons au sein de l'A.N.A.C.R., car nous devons faire en sorte que leur parole survive de la manière la plus authentique possible.

Alors que s'éloigne la fin de la Deuxième guerre mondiale se pose avec force la nécessité d'assurer la pérennité du message des Résistants face à des outrances négationnistes, à des falsifications de la réalité de la Résistance, à des manifestations racistes et antisémites... Les Amis de la Résistance, au nombre de 10.500, ont vocation à tenir pleinement ce rôle en recueillant la parole des résistants, en la portant aussi auprès d'un large public et en particulier auprès des jeunes générations. C'est pourquoi, ils doivent aussi, participer aux structures de mémoire telles que les C.D.A.C., les jurys départementaux du Concours de la Résistance, même s'il faut surmonter les réticences de certaines autres associations, ou responsables des pouvoirs publics.

De la même manière, les Comités locaux et départementaux de l'A.N.A.C.R., doivent associer les « Amis de la Résistance » et veiller à ce qu'ils participent, à leurs côtés, à leurs actions et aux cérémonies commémoratives.

C'est ainsi que les Amis feront vivre l'Histoire de la Résistance, à l'inverse d'une histoire figée dans sa grandeur héroïque, en l'inscrivant dans la conscience collective, par la transmission de sa réalité historique, son esprit, ses valeurs, sans fioriture, sans exagération, sans transformation. Nous ne pouvons fausser le message des hommes et des femmes qui, loin de tout calcul, de toute chapelle, de tout sectarisme ont pris tous les risques, ont laissé leur vie pour des batailles qui dépassent tous les clivages : la liberté, la démocratie, la grandeur de la France républicaine.

Mais il nous faut veiller à cette spécificité de la Résistance « pluraliste ». Ce respect plein et entier du pluralisme consubstantiel de l'A.N.A.C.R. et des Amis ne pourrait être préservé si, comme certains nous y incitent parfois banalisant le terme historique de « Résistance » en le plaquant sur des réalités contemporaines totalement différentes, fussent estimables nous intervenions sur toutes les questions politiques, économiques et sociales, nationales et internationales, avec tous les risques de dérive que cela comporterait... J'ai repris cet extrait de la partie du rapport du Bureau National au congrès consacré aux « Amis », paru dans le dernier « France d'Abord » sous le titre « Un même pluralisme » parce qu'il me paraît essentiel pour que l'esprit de la Résistance pluraliste perdure dans l'action des « Amis ».

Personnellement, j'ai parfois été choquée par l'utilisation partisane du mot « Résistance » et du programme du C.N.R., alors que ce dernier a été élaboré par des hommes de toutes provenances, de tous partis ou syndicats, dans le but de construire une société plus démocratique, plus sociale et plus juste, après des années d'occupation et de régime fasciste.

Ce programme est un legs à toutes les générations qui ont suivi, il n'appartient pas à une chapelle en particulier, et ne saurait être utilisé, de nos jours, à des fins partisans ; comme l'aimeraient certains politiciens...

Gardons l'esprit de la Résistance, continuons à nous battre pour la reconnaissance d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai, journée symbolique de l'union de toutes les forces de la Résistance, à laquelle serait jointe la Journée de la France Libre le 18 juin, comme l'a proposé le Congrès National.

Les Amis de la Résistance gardent confiance dans la jeunesse, pour transmettre la flamme de la Résistance, et nous en avons la preuve ici, avec la présence de la plus jeune « Amie de la Résistance » du département, lauréate du Concours de la Résistance et de la Déportation 2004, qui s'est proposée pour porter le drapeau au Comité A.N.A.C.R. de Lavardac : Mademoiselle Justine Boizon. Nous devons la féliciter et la remercier.

COTES-D'ARMOR :

« MEMOIRE ET VIGILANCE »

En janvier dernier est paru sous ce titre le premier numéro du journal des « Amis de la Résistance (ANACR) » des Côtes-d'Armor.

Dans son éditorial, Pierre Martin, Président départemental des « Amis de la Résistance (ANACR) » des Côtes-d'Armor en précise les objectifs et en explicite le titre : « L'année 2004 a vu un grand nombre de manifestations célébrer l'Insurrection Nationale de 1944 et la lutte des Résistants pour notre liberté. A Arranches comme à Paris, les intervenants ont mis en évidence le rôle joué par la Résistance et, sur les écrans géants, face aux grands de ce monde, sont apparus le Général de Gaulle, Jean Moulin, Danièle Casanova, Bertie Albrecht, Rol-Tanguy, Fabien, d'Estienne d'Orves, etc. »

" Ceci est le résultat de la lutte menée par les survivants de cette époque pour le respect de la réalité historique et un encouragement à continuer le combat contre les falsificateurs négationnistes. Nous, les « Amis », nous nous associons totalement à ce combat pour perpétuer l'esprit de la Résistance, ses valeurs humanistes de paix et de justice sociale, pour lutter contre les résurgences des idéologies qui prônent la haine de l'autre et pour donner une image de la réalité historique de la Résistance Populaire. " " L'association créée dans les Côtes-d'Armor en 1997, compte actuellement 200 membres. Nous lançons un appel à ceux qui veulent continuer la lutte contre l'oubli. Dans les Côtes-d'Armor, ils sont mille quatre cents morts pour la paix, la République, notre liberté ! Les rayes de l'Histoire seraient les tuer une seconde fois. " " Les « Amis » seront les « Passeurs de l'Histoire » mais aussi des « veilleurs vigilants » et leur force dépendra aussi de leur nombre. Nous sommes une association pluraliste où, sans distinction philosophique ou religieuse, chacun a sa place. " La bête immonde n'est pas morte et nous avons besoin de tous. "

Le 1^{er} janvier 2005, Pierre Martin, Président départemental des « Amis de la Résistance », a écrit le premier numéro du journal des « Amis de la Résistance (ANACR) » des Côtes-d'Armor.

Le 1^{er} janvier 2005, Pierre Martin, Président départemental des « Amis de la Résistance », a écrit le premier numéro du journal des « Amis de la Résistance (ANACR) » des Côtes-d'Armor.



Editorial. Pourquoi cette lettre ?

Les Amis de la Résistance ANACR sont heureux de vous présenter ce premier numéro de leur journal. Nous avons voulu associer la mémoire de la Résistance à la jeunesse et à la culture nationale, mais, surtout à la culture humaine, nous devons la faire partager à notre jeunesse. C'est pourquoi nous avons voulu associer la mémoire de la Résistance à la jeunesse et à la culture nationale, mais, surtout à la culture humaine, nous devons la faire partager à notre jeunesse. C'est pourquoi nous avons voulu associer la mémoire de la Résistance à la jeunesse et à la culture nationale, mais, surtout à la culture humaine, nous devons la faire partager à notre jeunesse.

Journal	Sommaire
Page 1 : Editorial par le Président de l'ANACR des Côtes-d'Armor, Pierre Martin.	Page 1 : Editorial par le Président de l'ANACR des Côtes-d'Armor, Pierre Martin.
Page 2 : Les valeurs de la Résistance Populaire.	Page 2 : Les valeurs de la Résistance Populaire.
Page 3 : Pour un bon souvenir de la Résistance Populaire.	Page 3 : Pour un bon souvenir de la Résistance Populaire.
Page 4 : Présentation des « Amis de la Résistance » et de la Déportation.	Page 4 : Présentation des « Amis de la Résistance » et de la Déportation.

BEZIER : LE COMITE "JEAN-MOULIN"

Présidé par un directeur d'école, Jean-Yves Fromont, le "Comité Jean-Moulin" des « Amis de la Résistance (ANACR) » de Béziers a aujourd'hui huit mois d'existence. De manière significative, c'est un spectacle créé autour de la figure symbolique de Jean Moulin et interprété par des jeunes pour la plupart issus de l'immigration qui est à l'origine de sa création. " Il s'agit aussi – explique Jean-Yves Fromont – pour les Amis de l'ANACR de transposer la citoyenneté de la Résistance à la citoyenneté actuelle et de la

faire vivre dans les écoles primaires, les lycées et les collèges. Y faire passer les valeurs de la résistance qui étaient le pluralisme politique, philosophique et religieux, soit le fondement d'une démocratie. Elles étaient parfaitement représentées au sein du CNR par Jean Moulin "

Parmi les objectifs du nouveau Comité, faire d'une salle du Musée des Beaux-Arts qui recèle de nombreux témoignages de la Résistance et de la Déportation un petit musée qui leur serait consacré.

Jean Le Jeune, dernier survivant de l'état-major FFI-FTP des Côtes-d'Armor et Président départemental honoraire de l'A.N.A.C.R. des Côtes-d'Armor, a salué en ces termes la parution du nouveau journal des « Amis » : " C'est une grande joie pour moi, et pour tous nos camarades vétérans, de constater sur nos vieux jours, 60 ans et plus après nos combats qui ont libéré le pays des occupants nazis et de leurs complices, que la lutte pour les idéaux de la Résistance continue. "

" Après l'important travail de nos « Amis » depuis des années pour perpétuer la mémoire par des conférences, des réunions, des cérémonies-anniversaires, des pèlerinages, des expositions, voilà qu'aujourd'hui c'est la naissance de Mémoire et Vigilance, un journal propre aux « Amis ». "

" Cette publication s'adresse à toute la population – jeunes et moins jeunes – qui ne veut pas oublier comment, une autre jeunesse, la nôtre, il y a 60 ans, s'est investie dans les combats libérateurs au prix de très lourds sacrifices. "

" Un grand merci à nos 200 camarades des « Amis de la Résistance (ANACR) ». Bon courage ! Et longue vie de lutte pour un avenir de paix. "

ANCIENS COMBATTANTS : ATTENTION DANGER !

Le droit à réparation, les organismes chargés de l'appliquer, les droits des anciens combattants, dont les résistants constituent l'une des catégories, font l'objet, depuis plusieurs décennies, d'attaques quelque fois frontales et plus souvent sournoises.

L'action des associations, leur union sur les principes du droit à réparation issu de la loi du 31 mars 1919, ont empêché, au fil des années, la disparition programmée du Ministère des Anciens Combattants avec un budget autonome et celle de l'Office National des Anciens Combattants (ONAC), dont le "Contrat d'objectifs et de moyens" devait assurer le maintien jusqu'en...2007.

Cela, alors que plus de 4 millions de personnes – combattants, ayants droit, ayants cause – constituent aujourd'hui ce qu'on appelle généralement le "monde combattant", qui sera, selon une étude officielle, composé encore, en 2020, de deux millions de personnes.

Le décret du 10 juin 2004, publié par le ministère de la Défense, créant "l'Observatoire de la santé des vétérans" a suscité une émotion considérable parmi les Anciens Combattants et les Victimes de guerre.

Comme l'a déclaré son président : "C'est avec la plus grande détermination que l'UFAC refuse ce vocable anglo-saxon. Il ne peut être question... que soit remplacée notre appellation d'anciens combattants... qui exprime parfaitement l'engagement du citoyen au service de la Nation."

Plus récemment, une circulaire du Premier ministre, publiée le 24 novembre 2004 au *Journal Officiel*, projette de placer les services départementaux de l'ONAC "directement auprès du cabinet du préfet, en veillant aux liaisons nécessaires avec le délégué départemental."

Le Conseil d'administration de l'UFAC, au sein duquel l'ANACR est représentée, réuni le 17 février 2005, a adopté une importante résolution à ce sujet, dont voici les termes :

"Le Conseil d'administration de l'Union Française des Associations d'anciens Combattants et de victimes de guerre réunis avec les responsables de ses Unions départementales le 17 février 2005, à Paris, ayant eu connaissance de la circulaire du Premier ministre en date du 16 novembre 2004 (J.O. du 24.11.2004), ayant traité à la réforme de l'administration départementale de l'Etat, en rejette le contenu relatif aux anciens combattants et victimes de guerre."

L'U.F.A.C.

- **dénonce** l'absence de concertation préalable avec le Partenaire naturel qu'est le mouvement anciens combattants et victimes de guerre ;

- **craint** toujours que 2007, terme du contrat actuel d'objectifs et de moyens marque en définitive la disparition programmée de l'ONAC ;

- **considère** qu'à court terme la mise en œuvre de la réforme proposée entraînerait la suppression de la structure gouvernementale propre aux anciens combattants, alors que l'effectif de ses ressortissants sera encore largement supérieur à 4 000 000 d'usagers, qui sont aussi des citoyens.

- **rappelle** qu'elle n'est pas hostile aux réformes nécessaires de l'Etat, mais que celles-ci doivent être conduites dans le respect du paritarisme, du maintien du droit à réparation et du service de la défense des intérêts matériels et moraux des anciens combattants et victimes de guerre ;

- **exige donc** que, contrairement à la réforme proposée, soit maintenu le socle structurel ayant servi de base à l'adossement du SEAC au Ministère de la Défense, engagements réaffirmés par Monsieur le Président de la République à l'occasion de sa réélection, à savoir :

- le maintien d'un interlocuteur de rang gouvernemental ;

- le maintien d'un budget autonome individualisé ;

- l'imprescriptibilité du droit à réparation

ce qui entraîne de fait :

- le maintien d'une structure d'administration centrale traitant des droits régaliens (une Direction des Pensions et des Statuts) ;

- le maintien des services de proximité : les services départementaux de l'ONAC, confortés dans leur rôle d'accueil du monde combattant

(ainsi que le maintien des Conseils départementaux de l'ONAC remis en cause par la création des commissions pivots, elles aussi prévues dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale) de même que le maintien des directions interdépartementales."

Enfin, il faut noter que l'UFAC regrette qu'en 2005 aucune mesure nouvelle ne soit envisagée en faveur des Anciens Combattants.

Il en est ainsi – nous le regrettons vivement – des mesures concernant les Anciens Résistants, notamment de celles qu'a préconisées le congrès national de l'ANACR à Grenoble en novembre 2004.

Par ailleurs, l'UFAC a précisé sa position au regard de la réforme de l'administration départementale de l'Etat.

La confédération cite et s'inquiète très vivement de la publication de divers textes qui, malgré des "apaisements" de M. Mékachéra, vont tous dans le sens des coups de boutoir contre le droit à réparation.

L'UFAC déclare notamment :

"la session plénière du Conseil d'administration de l'ONAC (réuni le 28 octobre 2004 au Cercle national des Années de Terre, Mer et de l'Air à Paris) a été informée que, "dans le cadre de la réforme de l'administration territoriale (...) il est prévu d'ériger en commission-pivot l'actuel Conseil départemental de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre qui prendra l'appellation de "Conseil départemental pour la mémoire de la Nation, les Anciens Combattants et les Victimes de Guerre" (...) un large pouvoir d'appréciation (étant) laissé aux Préfets pour déterminer la composition et le fonctionnement de ces Commissions".

Selon le calendrier arrêté, ce dispositif devrait entrer en vigueur au 1^{er} juillet 2005... sans qu'aucune information ni concertation n'aient été jusqu'ici mises en œuvre quant à cette orientation ni sur le devenir de l'actuel Conseil départemental de l'ONAC. Les Anciens Combattants et Victimes de Guerre seraient ainsi écartés, et tout paritarisme, comme tout partenariat disparaîtraient, préparant directement l'annexion des services départementaux de l'ONAC par les Préfets.

Par ailleurs, le point 2 des annexes de la circulaire du 16 novembre "envisage parmi les "hypothèses d'organisation", dans son alinéa 3, "le renforcement des Directions départementales d'action sanitaire et sociale (DDASS) à qui seraient confiées des missions proches des domaines de la santé et de la cohésion sociale, exercées par d'autres structures relevant de l'Etat", parmi lesquelles les "directions interdépartementales des Anciens Combattants", les préfets concernés étant appelés (point 6 des annexes) à faire en ce domaine "les propositions complémentaires qui s'imposent".

Devant cette situation, il est nécessaire que, dans chaque département, soient saisis, outre les préfets, les parlementaires, les élus à tous les niveaux pour montrer la protestation et la détermination des anciens combattants de toutes les généralités.

Jacques Weiller

UFAC : JOURNÉE NATIONALE DE LA RESISTANCE, LE 27 MAI

Lors de l'Assemblée générale de l'UFAC des 6 et 7 octobre 2004, son président, Jacques Goujat, a notamment déclaré : " l'UFAC soutient le souhait exprimé par les associations de résistance qu'elle rassemble afin que soit instaurée à partir de cette année 2005 une journée nationale de la Résistance, le 27 mai, à la date-anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance."

CONTRE L'INFAMIE

Début janvier, dans une interview à l'hebdomadaire d'extrême-droite "Rivarol", Le Pen, l'homme qui osa qualifier les camps de concentration nazis de "détail de l'Histoire" a récidivé : selon ce triste personnage, l'occupation allemande "n'a pas été particulièrement inhumaine en France", la Gestapo ayant même selon lui protégé la population : "Si les Allemands avaient multiplié les exécutions massives dans tous les coins comme l'affirme la vulgate, il n'y aurait pas eu besoin de camps de concentration pour les déportés politiques", a-t-il cyniquement ajouté.

Concernant le massacre d'Oradour-sur-Glane, le 10 juin 1944 (642 civils assassinés), son commentaire insidieux a été... qu'"il y aurait beaucoup à dire". C'est-à-dire de tenter de faire porter la responsabilité du massacre sur la Résistance.

Ces propos ont soulevé l'indignation des Résistants, des Déportés, des familles des victimes tant de la barbarie des nazis que de celle de la Milice de Pétain, du maire d'Oradour, de tous les démocrates..

Par une déclaration et un communiqué, l'ANACR et l'Association Nationale des Amis de la Résistance (ANACR) s'y sont associés.

DECLARATION

Oradour-sur-Glane, le village à la population brûlée vive ou fusillée, Tulle et ses pendus, Villeneuve, d'Ascq et ses massacrés..., ce sont les noms les plus connus d'une longue liste de villes et villages martyrs à travers toutes les régions de France, victimes, du printemps à l'automne 1944, d'une soldatesque nazie aux abois et de ses supplétifs français.

Cette dramatique réalité rend d'autant plus scandaleux et condamnables les propos de Le Pen concernant une soi-disant modération de l'Occupation, féroce et criminelle dès son début, et ses insinuations allusives concernant le drame d'Oradour, elle rend leur auteur d'autant plus abject et méprisable.

En cette année de 60^{ème} anniversaire de la Victoire sur le nazisme, nous n'oublions pas que des Français – Le Pen fit de certains d'entre

eux des cadres de son parti – prostituèrent notre drapeau national dans les rangs d'organisations criminelles (LVF, Milice, Waffen-SS "française") alors que des Allemands antifascistes sauvaient l'honneur de leur pays en combattant sur notre sol, les armes à la main et aux côtés des Résistants français, la Wehrmacht nazie et ses complices des forces de répression pétainistes.

Les dernières déclarations de Le Pen nous confortent dans notre souci d'ancrer dans la mémoire collective de notre pays, et plus particulièrement dans celle de sa jeunesse, le souvenir des combats et sacrifices des Résistants pour restaurer la dignité de la France et la liberté de son peuple, par l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai, jour anniversaire de la création en 1943, sous la présidence de Jean Moulin, du Conseil National de la Résistance, conjointement à l'instauration le 18 juin d'une Journée Nationale de la France Libre.

Paris, le 13 janvier 2005

Les Présidents de l'ANACR :

Robert CHAMBEIRON

Secrétaire général adjoint du Conseil National de la Résistance

Grand-Croix de la Légion d'Honneur

Pierre SUDREAU

Déporté-Résistant, ancien ministre Grand-Croix de la Légion d'Honneur

Louis CORTOT

Compagnon de la Libération

COMMUNIQUE

"Profondément indignée par les nouveaux propos négationnistes de Le Pen tendant à exonérer les occupants nazis de leurs crimes, propos d'autant plus ignobles qu'ils concernent les victimes du massacre d'Oradour et des autres villes et villages martyrs, l'Association Nationale des Amis de la Résistance (ANACR)" s'associe pleinement à la déclaration de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR) du 13 janvier condamnant vigoureusement les termes des récentes déclarations de Le Pen.

Elle partage aussi son souci d'inscrire dans la mémoire collective de notre pays, par l'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai, conjointement à une Journée Nationale de la France libre le 18 juin, le souvenir des combats que menèrent les Résistants contre ceux – nazis et collaborateurs pétainistes – dont Le Pen est par ses propos l'héritier.

Paris, le 14 janvier 2004

L'Association Nationale des "Amis de la Résistance (ANACR)"

NEOFASCISTES, NEGATIONNISTES : LA VIGILANCE S'IMPOSE

BRUNERIE : 10 ANS DE RECLUSION

Le procès de Maxime Brunerie, le jeune néo-nazi qui ournit le feu au 22 long file le 14 juillet 2002, a enfin eu lieu. La presse quotidienne en ayant largement rendu compte, nous pouvons surtout nous attacher à plusieurs caractéristiques du procès. En premier lieu, un certain nombre d'organes de presse ont été tentés à dire que Brunerie avait "raté" de tirer sur le Président de la République. Or il était effectivement tiré, pas lent. Et dans la salle, chacun pouvait voir le courageux touriste assasin Jacques Weber, qui fut le premier à se jeter sur Brunerie pour le chasser et lui d'ailleurs pour ce fait. Mais celui de la Légion d'honneur, l'expert armurier approuva à se prononcer démentit d'ailleurs que Brunerie n'avait été un "maître tireur". Et cela pouvait être vu dans l'acte même, celui qu'il voulait y voir dans l'histoire : à coup sûr, ce n'est pas un "maître tireur".

Sadi Carnot, Gorguloff, assassin du Président Doumer, et Bastien-Thiry, qui tenta de tuer le Général de Gaulle au Petit Carmat. Les experts psychiatriques ont conclu à la culpabilité de Brunerie, responsable de ses actes. C'était l'avis de trois des plus connus d'entre eux : les docteurs Dubec, Zagury et Prosper. Mais un moins notable défendit l'irresponsabilité de l'inculpé, à tel point que la Présidente de la Cour d'Assises de Paris, Mme Martine Varin lui lança : " Si la Cour vous suit, demain soir M. Brunerie sera libre "... Réponse : " C'est tout le problème. Pour ce " spécialiste ", dont les confidences finissent par s'amuser des développements, Brunerie est un " schizophrène. De quoi s'agit-il ? Répense : " Le grand problème, c'est de définir la schizophrénie. Il s'en faut de peu que ses trois célèbres confrères éclatent de rire à son nez.

Lorsque la parole fut donnée à l'avocat, Maître Andrieu, on trola la ruse. Se plaçant également sur le terrain psychiatrique, il répéta au moins dix fois : " Moi, je n'y connais rien ". Le docteur Dubec, grand autorité dans sa spécialité et habillé à ses dispositions glaciales, sut beaucoup de mal à garder son sérieux, mais l'expert en ballistique, lui, n'a pu y résister.

L'intervention de l'avocat général
Brunerie avait donné tous les détails que l'on voulait sur son goût pour les idées néo-nazis, qu'il recherchait sur Internet, sur ses

ENCORE L'ABBE DE NANTES !

Le journaliste Xavier Ternisien a été informé que les organisations laïques reçoivent depuis quelque temps des lettres d'informations intitulées *Respublica*, émanant d'un *Front National* qui a pris le nom d'*Union des Familiales Laïques* ou UJFAL. En fait de lettre laïque, ce bulletin contient des phrases comme : " Jean-Marie Aaron Lustiger, le Juif converti, s'avance sur le podium, vêtu d'une djellaba blanche ". Inutile d'aller plus loin pour constater que le maître à penser de cette équipe est le tristement célèbre Abbé Georges de Nantes, que suffit à identifier le fait qu'il ne cite jamais le Cardinal Lustiger, sans mentionner son prénom lui, quant à la djellaba qui lui est attribuée, elle montre que sous un minable déguisement laïque en son titre le groupuscule éditeur de ce libé-

LES RECIDIVISTES... RECIDIVENT

Le congrès de l'AN.A.C.R., à Grenoble, a rappelé et énergiquement réaffirmé ses positions, notamment ses demandes de moralité de la Nation, les attentats de diverses formes qui tentent de démentir, soulever, déformer la mémoire collective sur la Seconde guerre mondiale, l'Occupation et la collaboration. Ce congrès, les spécialistes de l'infâme besoin multiplicité des récidives : profanations de tombes juives, musulmanes et même catholiques, telles qu'on les connaît, nombreuses notamment en 2004. On se rappelle entre autres que fut profané le Mémorial des Anciens combattants juifs, érigé à leur mémoire à 1916. L'auteur, un skénario s'attachant à la dégradation générale d'un lieu important de la carte mais par les faits, jusqu'à après la mort de mon père le héros des ames, ce qui était puni de mort.

Mais, lorsqu'il présente ses vœux à la presse, alors que sa prestation à Rivarolo donne de l'indignation générale, il ne s'empêche pas de parler de la carte mais par les faits, jusqu'à après la mort de mon père le héros des ames, ce qui était puni de mort.

Comme par hasard cette déclaration oublie celle qu'il fut vu un peu plus de 20 ans, se présentant comme jeune maquisard du Morbihan ? En Suisse. Comment ? En arabe. C'est à l'époque un bienheureux hasard voulut que les chefs de tous les combats de la région de St-Marcel, cités par Le Pen, étaient encore en vie. Ils se mirent d'accord pour enquêter chacun auprès des survivants de son mouvement et que tous signèrent ensemble une déclaration attestant que Le Pen était alors inconnu dans quelque formation que ce soit. Nous attendons toujours la réponse.

Renforcer la législation
Le 21 novembre, président à Strasbourg les cérémonies du 60^{ème} anniversaire de la libération de la ville, le Président de la République, Raffarin déclara : " Le mal a été trop profond pour que l'Etat ne soit pas à une extrême sévérité, d'une extrême fermeté avec tous les nostalgiques du racisme et de l'antisémitisme ". Il évoqua non seulement la 2^{ème} D.L. Leclerc, et les rétorsions que lui envoya De Laub, mais " l'immense tragédie vécue par les Alsaciens qui ont connu l'évacuation, l'annexion, la nazification, l'incorporation de force, le camp de concentration du Struthof, etc. ".

Evoquant les mêmes faits (avant la dernière prestation de Le Pen), le Président de la République a demandé : que la négationnisme et le révisionnisme soient punis, soient punis et sanctionnés comme ils le sont. Le Président de la République a vivement dénoncé l'infamie des profanations.

Pendant la même période, le nommé Bruno Golinisch, qui revendique le titre d'historien et professe hélas à Lyon 11, déclarait, lui, tranquillement : " Il n'y a plus d'historien sérieux qui adhère aux conclusions du procès de Nuremberg "

Le ministre François Fillon a condamné ces propos scandaleux. Le recteur a déclaré de regret que le Président de la République n'ait pas fait le même constat. Le numéro 2 ou 3 du pseudo Front National. La fille de Le Pen, Marine, a publiquement manifesté sa gêne, craignant que Golinisch porte tort à son parti. Mais, la direction de ce parti a fait bloc avec Golinisch, y compris Marine Le Pen, " pour éviter une crise interne ", 6 de ses amis refusant de voter.

Le " patron " monte en ligne

Mais voilà que, dans Rivarolo, un hebdo heureusement fort peu lu, mais dans lequel il nous vient de la part de Le Pen à fait imprimer de nouvelles étonnantes, par exemple : " En France du moins, l'occupation allemande n'a pas été particulièrement meurtrière dans un pays de 550 000 km². " Et de citer un fait non situé par une date et un lieu précis : un train de permissionnaires allemands ayant déraillé à cause d'un attentat, un lieutenant allemand " fou de douleur ", voulait fusiller tout le village. " C'est la Gestapo de Lille qui arriva aussitôt pour arrêter le massacre ". En fait, la Gestapo aurait donc été une institution destinée à protéger la

HOLGER PFAHLS ARRETE A PARIS !

Qui est Holger Pflaht ? Ou plutôt : qui était-il ? L'ancien secrétaire d'Etat à la Défense du gouvernement de la République Fédérale allemande, quand le chancelier se nommait Helmut Kohl. Il avait défrayé la chronique à propos d'un scandale provoqué par le financement illégal du parti auquel il appartenait, la CDU. L'affaire éclata lorsque fut révélé que la vente de 36 milliards à l'Arabie Saoudite avait, en 1991, rapporté à l'Allemagne 446 millions de marks, ce qui représentait le double du prix de ces blindés. Pourquoi le 2002 ? Parce que la commission comprenait 12 millions de marks versés aux intermédiaires ayant organisé cette vente, le marchand d'armes. Schreiber nant, le marchand d'armes. Schreiber a été arrêté, d'après la presse allemande, remis à la justice, et condamné à 15 ans de prison. 1 million de marks au comptable de la CDU. Remis où ? En Suisse. Comment ? En arabe. C'est à l'époque un bienheureux hasard voulut que les chefs de tous les combats de la région de St-Marcel, cités par Le Pen, étaient encore en vie. Ils se mirent d'accord pour enquêter chacun auprès des survivants de son mouvement et que tous signèrent ensemble une déclaration attestant que Le Pen était alors inconnu dans quelque formation que ce soit. Nous attendons toujours la réponse.

LE VLAAMS BLOK CHANGE DE NOM

On sait que les démocrates belges sont vivement inquiétés, depuis longtemps, par l'activité du Vlaams Blok, parti flamand, dont la caractéristique la plus visible est un racisme qui a porté certains de ses membres aux dernières extrémités.

Le 21 avril, à Gand, il a été condamné à Gand pour " apologie du racisme ", ce qui, disent des commentateurs belges, a expliqué son succès aux élections régionales du mois de juin, où il obtint 32 sièges avec 24,2% des voix, devenant le premier parti de la Flandre, battant le parti libéral du premier ministre Verhofstadt. Mais l'affaire risquait de ne pas s'arrêter là. Les dirigeants du Vlaams Blok ont déclaré : " la justice belge... veut mettre à l'index le premier parti de Flandre. C'est une atteinte grave à la liberté d'expression. La justice l'y ayant, par cette condamnation devenue définitive, obligé, il va devenir le " Vlaams Belang ". Et le commentateur du président a été : " Nous établirons un nouveau parti. Celui-ci, la Belgique ne sera pas capable de l'entendre. C'est lui qui interviendra totalement. Cependant, une intervention totalement impropre et même imprévisible vient de se produire : celle du Prince héritier belge, Philippe, fils aîné d'Albert II et futur roi des Belges.

Traditionnellement, le Prince héritier doit se taire. Cependant, ce timide a parlé, avec une assurance qui a fait grande impression : " Certains hommes et certains partis sont contre la Belgique et veulent détruire le pays. Le Belgx vous assurent qu'ils auront à faire à leur tour. Quand cela est nécessaire, je peux être dur. Je ne me laisse pas marcher dessus. " Des journaux belges demandant deux fois au Palais Royal s'ils pourraient publier ces affirmations. Ils auraient été " encouragés " à le faire. C'est que Philippe n'oublie pas que même si le Vlaams Blok est devenu Vlaams Belang (" intérêt flamand "), il a gardé son mot d'ordre essentiel : " Belgx Barst ! " (" Que la Belgique crève ! ").

mards, ces deux affaires auraient été menées à bien grâce à une commission de 312 millions de francs.

Pour le moment, une seule chose à ajouter : l'ancien chancelier Kohl a obtenu la clôture des poursuites ouvertes contre lui par le parlement d'une amende de 300 000 marks ! Les nouvelles données concernant ces affaires loulouement frauduleuses risquent de faire en Allemagne un bruit considérable, bien que l'un des chefs de file parlementaire de la CDU, nommé Bosbach, ait déclaré : " un tam-tam politique ne serait pas maintenant raisonnable " (Savourez le mot : " raisonnable "). Quant à Holger Pflaht, en fait, depuis le 3 juillet 1999, il avait été signalé à Munich, à Hong Kong, à Singapour, puis à Londres et enfin à Paris. Mais des journaux allemands tels que le Frankfurter Rundschau, mentionnent sa présence en Afrique du Sud, au Canada, en Espagne, en Suisse, en Chine et notamment au domicile de l'ancien président indonésien, quand on pense que le personnage était aux origines un juriste qui appartenait au parquet de Munich, passé au poste de conseiller personnel de Franz-Josef Strauss, puis à la direction des services secrets, puis au gouvernement comme secrétaire d'Etat ! Et il avait quitté ses fonctions officielles en 1992, à la suite d'une vente d'armes à Israël, qui donna lieu à d'importantes contestations financières. Déjà !

lement dérangés " mais il n'empêche que la loi n'existe plus...

UN "FRONT NATIONAL" ALLEMAND ?

Lors des récentes élections régionales en Sarre, le N.P.D., que nos lecteurs connaissent depuis fort longtemps, a manqué de peu l'entrée de l'un de ses candidats dans le parlement régional. Il en fut de même peu après en Saxe. Il raconta, dans les deux partis héritiers des idéologies des années 33 et suivantes, d'une entente qui leur permettrait, lors des élections législatives de 2006, de franchir les 5% nécessaires pour être représentés au Bundestag. Ce serait la première fois depuis 1949. L'étiquette alors adoptée avait été " Parti Socialiste du Reich ", mais il serait impossible de reprendre le titre, interdit en 1952, alors un autre serait choisi : " Front National ". Ce serait parfaitement clair, du moins aux yeux des Français.

On annonce d'ores et déjà l'adhésion de plusieurs néo-nazis parfaitement identifiés. Le principal tueur de groupes serait Gerhard Frey, président du Groupe D.V.U., et dont nos lecteurs se rappellent sans doute qu'il dispose de moyens financiers loin d'être négligeables. L'espoir de ces messieurs réside dans une décision qu'il est bon de connaître, prise en 2003 par la Cour Constitutionnelle, rejetant " pour vice de forme " une demande d'interdiction du N.P.D. déposée par les autorités officielles !

63 ANS PLUS TARD !

L'une des mesures qui caractérisent le mieux la politique des néo-fascistes n'est pas celle de la déchéance de tout titre universitaire ou autre de 32 intellectuels, mais celle de la déchéance de tout titre noble. C'est ainsi que furent déchu de tout titre l'hystérique écrivain Stefan Zweig et le psychanalyste Bruno Bettelheim. 200 intellectuels ont subi la même mesure, pour motifs racistes ou politiques. Après la guerre, 181 furent " réhabilités ". Un certain nombre avaient été " oubliés ", à cause par exemple de défauts d'archivage. Parmi eux les deux célèbres écrivains ci-dessus ; avec 30 autres, elles viennent d'être réhabilitées... au bout de 63 ans !

Aucun des 32 déchu en 1941 n'est plus en vie. L'Université de Vienne vient enfin de leur redonner des titres, dont ils n'ont plus grand chose à faire. Ainsi en est-il de Stéphane Zweig et Bruno Bettelheim dont les œuvres, traduites dans des dizaines de millions d'exemplaires et admises de par le monde.

VIENNE

Le Congrès du Comité ANACR de la Vienne s'est déroulé le samedi 2 octobre 2004 à Saint-Séverin, en présence de nombreux Présidents d'Associations et Amicales amies, ainsi que de camarades de l'ANACR des Deux-Sèvres.

Présidé par Camille Thimonier, trésorier-adjoint du Comité, qui remercia M. Beaudiffier, maire de la Commune pour son accueil, le congrès, après l'hommage aux camarades décédés, entendit le rapport moral présenté par Pierre Quintard, Président-délégué départemental.

Celui-ci aborda tout d'abord les droits des Résistants : trop d'entre eux ne bénéficient pas encore, même après 60 ans, de la carte de C.V.R. et les commissions départementales ne sont jamais convoquées ; en même temps l'on assiste à la réduction du personnel des ODAC.

Puis, Pierre Quintard insista sur la nécessité de regrouper les Résistants pour faire face à l'érosion inexorable découlant de l'âge et celle d'œuvrer en direction des "Amis de la Résistance (ANACR)" afin d'assurer la relève.

Avant de terminer son intervention par une demande adressée au maire de Saint-Séverin - qui donnera son accord de principe - afin que le nom d'un enfant du pays, Ludovic Bonvalet, alias "Capitaine Anatole", soit donné à une rue de la commune, il rappela la demande de l'ANACR de faire du 27 mai la "Journée Nationale de la Résistance" et l'importance du devoir de mémoire et de la lutte contre le négationnisme.

Les congressistes entendirent ensuite le rapport d'activité présenté par Jacqueline Riffaud, secrétaire général départemental, et le rapport financier présenté par le trésorier, Robert Decarpentrie.

Après l'adoption à l'unanimité des trois rapports, le secrétaire aux droits, Louis Guichard intervint sur les droits des maquisards non issus de la fonction publique et qui, de ce fait et à la différence de leurs camarades, n'ont rien perçu pour le temps passé au maquis.

Gérard Vergnault présenta ensuite un rapport sur le Concours de la Résistance dans la Vienne, constatant que les établissements et les élèves y participent en plus grand nombre chaque année.

Pierre Charles, coprésident départemental ANACR de la Vienne et Président de la commission de coordination des Associations de Résistance du Département souligna la bonne ambiance de la commémoration le 5 septembre à Poitiers de la Libération de la Vienne, remerciant au nom des Résistants la municipalité de la ville.

Jacques Varin, au nom de la Direction Nationale de l'ANACR, rappela que l'ANACR est, avec ses 14000 adhérents issus de tous les mouvements, la grande association pluraliste représentative de la Résistance et que les 10500 "Amis" rassemblés dans l'"Association Nationale des Amis de la Résistance (ANACR)" partagent à leurs côtés la même conception de rassemblement pluraliste autour des valeurs de la Résistance. Ce qui leur donne une responsabilité particulière dans la bataille de la mémoire en ces années de 60^e anniversaire de la Libération et de la Victoire.

M. Naturel, Directeur de l'Office, représentant M. le Préfet, intervint en conclusion pour rappeler toute l'importance du travail de mémoire et de la participation aux rencontres avec les élèves.

Les congressistes se rendirent ensuite au Monument aux morts pour y déposer une gerbe ; une délégation se rendant sur la sépulture de Ludovic et Léontine Bonvalet où une gerbe fut déposée en présence de leur fils, Pierre Bonvalet. La délégation s'inclina aussi sur la tombe de Lucien Latcha, alias "Robin Des Bois" membre du groupe "Anatole".

Après le vin d'honneur offert par la Municipalité, un repas amical rassembla les congressistes.

SOMME

Les cérémonies du 60^e anniversaire de l'attaque de la prison d'Abbeville du 22 juin 1944 ont débuté par une messe en musique, dite en l'église Saint-Gilles d'Abbeville à la mémoire des victimes des guerres.

A la fin de l'office, un défilé d'environ 150 personnes se forma avec les musiciens, les représentants d'une trentaine d'associations patriotiques avec leurs drapeaux, entourant la Présidente départementale de l'ANACR, Lucienne Forestier-Gaillard, MM. Joël Hart, député-maire d'Abbeville, Gilbert Mathon, conseiller général et municipal et Mme Dolle, adjointe au Maire.

M. Ricouart, professeur d'Histoire à Fraiville-Escarbotin, sa collègue de Longpré-les-Corps-Saints et une lauréate du concours de la Résistance étaient également présents.

Après avoir déposé une gerbe au pied de la plaque apposée lors de la cérémonie du cinquantenaire, Lucienne Forestier retraça ce fulgurant et héroïque exploit : "ils étaient onze, aussi braves que déterminés à délivrer, à sauver leurs camarades emprisonnés."

"Le 20 juin 1944, à 7 h 45, ils attendaient l'arrivée du gardien qui assurerait la relève. Deux groupes surveillaient les allées et venues aux abords du bâtiment. Un 3^e groupe de quatre hommes avait été désigné pénétrer dans la prison en même temps que le gardien et commencer immédiatement l'attaque."

"En un temps record, les gardiens et un soldat allemand sont neutralisés. Les quatre hommes du commando trouvent très vite à chaque étage les cellules, ouvrent celle où était enfermé André Gaillard dit "Léon", arrêté six jours plus tôt à Saint-Blimont, libèrent les camarades, les femmes, les "droit commun" et les font sortir de la prison par petits groupes. 70 patriotes - dont 4 allaient être fusillés - étaient sauvés..."

L'un des derniers survivants de cette périlleuse opération, Jean Heux, se souvient encore de la détermination mise à sortir tous les camarades de la prison.

Le cortège se redéploja pour gagner l'Hôtel de Ville où la Présidente de l'ANACR et le député-maire d'Abbeville prirent la parole.

LOT

L'Association départementale des Anciens Combattants de la Résistance s'est réunie en Congrès le jeudi 7 octobre sous la présidence conjointe de Jean Thouvenin, vice-président national et de Marcel Michot, président départemental.

Après les mots d'accueil du Président Michot et l'hommage aux disparus, le secrétaire général Guy Flaujac présenta le rapport moral. Evoquant le 50^e anniversaire de la création du Comité ANACR du Lot, il fit le bilan de son action dans le domaine de l'attribution de la carte de résistant, des actions de mémoire, de l'action en direction de la jeunesse et de l'histoire de la Résistance. Puis intervinrent M. Combes sur le rôle, la gestion et la pérennité du Musée de la Résistance, MM. Clair, Rauffet, sur les contacts avec le corps enseignant à propos du Concours de la Résistance.

Après la lecture par M. Gaillard de son rapport financier, qui fut adopté, le vice-président national, Jean Thouvenin évoqua la situation nationale de l'ANACR, et disant sa satisfaction quant à la place faite à la Résistance dans la Commémoration du 60^e anniversaire de la Libération, attira l'attention sur la responsabilité des survivants dans la gestion des actions de mémoire avec le soutien des Pouvoirs publics.

Melle Scorbac directrice départementale de l'ONAC, aborda notamment les problèmes de fonctionnement de la Commission d'attribution de la carte, les actions de mémoire, le Concours de la Résistance...

L'avenir de l'Association fut au cœur des discussions de ce congrès départemental, avec le double souci des Résistants de ne pas renoncer à leur mission et de s'entourer d'"Amis" souscrivant à leur idéal.

DORDOGNE

Le 18 novembre dernier, une classe de 3^e et une classe de Seconde du Lycée Saint-Joseph de Sarlat recevaient ---- à l'initiative de leur enseignante en Histoire-géographie - Mme Grigné, deux résistants du Sarladais, MM. Roland Thouron et Jacques Laporte, anciens du Groupe Bernard de l'A. S., et responsables du Comité de Sarlat de l'ANACR et des "Amis de la Résistance".

Le thème du prochain Concours de la Résistance et de la Déportation étant "1945 : libération des camps et découverte de l'univers concentrationnaire ; crime contre l'humanité et génocide", il était judicieux de donner la parole à ceux qui vécurent la Résistance mais aussi à ceux qui, arrêtés, connurent la déportation. Après que les intervenants eurent rappelé les étapes de l'arrivée au pouvoir du nazisme en Allemagne et du fascisme en Italie, la défaite de 1940 et les débuts de la Résistance.

Les questions posées par les élèves portèrent surtout sur les conditions de vie des gens du maquis, l'implantation géographique de ces maquis, leur mobilité, les actions de sabotages, en particulier après le 6 juin 1944.

La semaine suivante, les élèves eurent à connaître les conditions de la Déportation qu'avait esquissées la projection du documentaire de Alain Resnais "Nuit et Brouillard", particulièrement révélateur des atrocités commises par les nazis.

Un authentique rescapé des camps de la mort, Roger Hassan, matricule 61974 à Mauthausen, a été face à ce jeune auditoire, dont l'émotion fut grande tant l'exposé de l'univers concentrationnaire recelait d'horreur, mais Roger Hassan mit aussi en évidence la solidarité quotidienne, la dignité dans l'adversité, et évoqua le sursaut à l'annonce de la progression des armées alliées, puisque le camp fut libéré par la Résistance "intérieure", avant même l'arrivée des soldats américains.

AUBE

Les noms des 27 Martyrs du Maquis de Saint-Mards-en-Othe sont inscrits sur le Monument érigé en leur mémoire sur la route de la Mivoie, en bas du Bois de Villiers. C'est là que chaque année, fidèlement, les membres du Comité du Pays d'Othe de l'ANACR et toutes les personnalités du canton ainsi que la population, les enfants des écoles, les associations se rendent pour accomplir le devoir de mémoire et leur rendre hommage. Le 20 juin dernier, la cérémonie fut rehaussée et honorée par la présence exceptionnelle d'un représentant de l'Etat, en la personne de M. le Sous-préfet de Bar-sur-Aube.

Et la journée du souvenir se termine traditionnellement dans l'Yonne voisine, au hameau de Sormery nommé La Rue Chèvre, pour saluer la mémoire de trois autres martyrs de la Résistance. En effet, un petit groupe de combattants de St-Mards avait momentanément trouvé refuge à la ferme Mathieu, puis étaient repartis dans la nuit. Trahis par des mouchards, le fermier et son fils furent abattus avec leur commis Henri Bourgoïn et la ferme incendiée.

Tout au long de cette journée le Président du Comité ANACR du Pays d'Othe, Fernand Ibanez remercia tous ceux qui ont contribué par leur confiance, leur travail bénévole, ou leur aide matérielle et financière, à concrétiser ce projet qui tenait tant à cœur du Comité de l'ANACR et des "Amis de la Résistance (ANACR)". Ce "Chemin de la Mémoire" va permettre aux amateurs de plein air et de nature, randonneurs jeunes et moins jeunes, de s'interroger en parcourant ces lieux sur le rôle joué par le Maquis dans cette période noire de notre histoire.

Une plaquette a été conçue et mise au point par la CDCPOA, avec la coopération efficace des anciens Résistants et des membres du Comité. De quoi apprendre, comprendre et mieux connaître pour se souvenir.

Car, comme le souligna Fernand Ibanez, "refuser l'oubli, rester vigilants et agir pour la paix et la liberté, en accomplissant ce devoir nous serons dignes de nos martyrs et nous contribuerons à ce que la flamme de la Résistance ne s'éteigne jamais."

SEINE-SAINT-DENIS

Le 2 octobre 2004 dernier s'est tenu à Romainville, sous la présidence de Georges Valbon, le 29^e Congrès Départemental du Comité ANACR de la Seine-Saint-Denis, en présence d'une cinquantaine d'adhérents et Amis, de représentants de l'ARAC, de l'ANCVR, de la FNDIRP, de la FNACA, de M. Robert Menu, Président de l'Association montreuilloise du 18 juin, du Président départemental de l'UFAC, Gabriel Guiche, de M. Jean-Gérard Laurichesse, directeur de l'ONAC 93, de M. Hervé Bramey Président du Conseil Général de Seine-Saint-Denis, de Madame Elisabeth Guigou, ancienne ministre, députée.

Les travaux ouverts par Georges Valbon, la parole fut donnée à Madame Corinne Valls, Maire de Romainville :

"La Résistance a été diverse, plurielle, portée par tant de femmes et d'hommes, elle a exigé un courage insensé, elle demeure l'honneur de la France, ce pays que nous aimons, celui des Jacques, du Siècle des Lumières, de la Révolution Française, de la Commune de Paris, du Front Populaire, de Charonne. Faire vivre cette histoire, vous y contribuez largement par vos travaux, vos publications régulières, vos témoignages dans les écoles, les lycées, les collèges, votre présence lors des cérémonies, et je voudrais vous en remercier."

Après qu'Albert Turpin ait évoqué la place de Romainville, dans la Résistance, Stéphane Wisselberg, Maire-adjoint chargé des Anciens Combattants, fit part de la volonté de la Municipalité d'œuvrer avec les Associations telle l'ANACR pour transmettre la mémoire et combattre toute sorte de négationnisme.

Après un hommage aux camarades disparus présenté par Albert Giry et un moment de recueillement, Robert Quint présenta quatre thèmes à la réflexion de l'assistance : Le Concours, la défense des valeurs et des acquis de la Résistance, les "Amis", le journal "Résistance 93".

Georges Duchemin présenta ensuite un rapport financier très précis, mettant en évidence les efforts nécessaires à la poursuite de notre action, puis Roger Brazzani présenta la motion qui sera la contribution au Congrès de Grenoble.

Après les interventions de MM. Gabriel Guiche pour l'UFAC, J.G. Laurichesse pour l'ONAC, Louis Cortot, avant de tirer les enseignements des débats, remercia chaleureusement Mme Corinne Valls et ses services pour l'accueil réservé aux congressistes, le Conseil Général, l'ODAC sans lequel nous ne pourrions réaliser des projets comme le rassemblement du 16 septembre à la Préfecture.

Il rappela la volonté de l'ANACR, organisation pluraliste, de poursuivre auprès de la Jeunesse, avec l'aide des "Amis (ANACR)" le travail de mémoire afin de transmettre les valeurs de la Résistance, et de s'opposer aux négationnistes et falsificateurs de l'histoire, de voir instaurées une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai et une Journée Nationale de la France Libre le 18 juin.

L'assistance se rendit ensuite à la cérémonie d'hommage aux Morts de la Résistance devant la statue de Danielle Casanova où plusieurs gerbes furent déposées par l'ANACR et au nom de la ville de Romainville, du Conseil Général et du Préfet de Seine-Saint-Denis.

LIBERATION PTT

Après le Ministre de l'Industrie, les associations "Libération Nationale PTT" et l'ACVG-PTT ont déposé le 24 août une gerbe devant la stèle commémorative dans le hall de l'ancien Ministère des PTT. Le Mercredi matin 25 août, les sections CGT de Paris-Louvre, en présence des Directeurs d'Etablissements et de leurs adjoints, ont commémoré la Libération de Paris, en honorant les victimes de la barbarie nazie dont Paul Vaguet et Henri Basile. Avant le dépôt des gerbes, Joël Ragonneau prit la parole pour les sections CGT du site, avant l'intervention du secrétaire général de "Libération Nationale PTT", Michel Delugin.

LOT-ET-GARONNE

La cérémonie qui s'est déroulée à La Ragotte en présence de nombreuses personnes a commémoré, dans cette commune située à la limite de la Gironde, le drame qui y eut lieu le vendredi 17 décembre 1943.

Quarante-trois drapeaux flottaient sur le site, devant la population et les élus du canton. Mme la Sous-préfète de Marmande honorait de sa présence cette cérémonie, ainsi que l'Armée, la Gendarmerie et M. le Consul d'Angleterre. La jeunesse était elle aussi présente avec le collège de Duras et les écoles primaires de Lévisnac-de-Guyenne et de Pardailhan, qui ont vu le "Chant des Partisans".

Pierre Lapoire, au nom des "Amis" exprima leur engagement pour faire connaître ces actes de barbarie et amener les jeunes à réfléchir pour que de telles monstruosités ne se renouvellent pas. Il rappela les actions menées en direction de la jeunesse et les interventions qui ont lieu dans les lycées et collèges pour le Concours de la Résistance et de la Déportation. Le thème pour l'année 2005 fut rappelé : "1945 : libération des camps et découverte de l'univers concentrationnaire ; crime contre l'humanité et génocide".

Pierre Pons, au nom de l'A.N.A.C.R. remercia les participants et évoqua le drame de La Ragotte : "le 17 décembre 1943, bénéficiant de la complicité d'un épais brouillard et suite à une dénonciation obtenue sous la torture, les nazis investissaient par surprise la ferme de La Ragotte où se trouvait un groupe de résistants. Après deux heures de violentes escarmouches, les occupants tentaient de s'enfuir : Georges Dartailh, Paul Gabarra et René Maury étaient abattus. Quelques résistants réussirent à s'échapper, d'autres, blessés et capturés furent emprisonnés et déportés. Quant à ceux qui échappèrent à la déportation, leur état en disait long sur les souffrances endurées.

L'A.N.A.C.R. et les Amis de la Résistance (ANACR) doivent continuer le combat entrepris : "Aujourd'hui, le monde fraternel fait de bien-être, de justice, de tolérance, de liberté et de paix que nous étions en droit d'espérer, reste en partie à construire."

Lors de l'apéritif servi après la cérémonie, M. le Maire et Mme la Conseillère générale de Duras renouvelèrent leur adhésion aux valeurs de la Résistance en insistant sur la nécessité de vigilance.

COTES-D'ARMOR

Il y a dix ans disparaissait Marcel Hamon, "Colonel Courtois" dans la Résistance. La rencontre d'été de l'Union des Sociétés Bretonnes de l'Île-de-France, qui a lieu le 13 août dernier à Plestin-les-Grèves fut l'occasion de rendre hommage à son président fondateur, qui fut membre du Bureau National de l'ANACR de 1954 à 1972, et de son Comité d'honneur de 1972 à sa mort.

La salle Omnisports de Plestin-les-Grèves portera désormais le nom de celui qui en fut le maire pendant de nombreuses années. Devant une assistance fournie, Jean Le Lagadec, Président de l'Union des Sociétés bretonnes, André Lucas, maire et conseiller général de Plestin rappelleront le parcours exceptionnel de cet homme né dans une famille des plus modestes et qui devint professeur de philosophie et parlementaire communiste.

Thomas Hillion, président départemental de l'ANACR des Côtes-d'Armor, donna lecture du message de Robert Chambeiron Président-délégué de l'ANACR exprimant ses regrets de ne pouvoir être présent à cet hommage rendu "à celui qui, après avoir été responsable militaire dans le Maine-et-Loire, accéda début 1943, à l'état Major National des F.T.P.F., et qui, au cœur des combats de la Libération, reçut en juillet 1944 le commandement des F.T.P. - composante essentielle des F.F.I. de Bretagne - de tout Ouest. C'est aussi l'homme qui eut à diriger la difficile et capitale mission de percer les secrets de l'ennemi et de faire échec à ses tentatives de pénétration de la Résistance".

Parmi les Résistants présents, on notait la présence de Jean Kerambrun, qui fit partie du réseau de renseignement des FTP, le "service B" (et qui n'apprit que bien longtemps après sa libération des camps nazis son chef était Marcel Hamon).

VAR

Du 9 au 16 août 2004, la section ANACR de Fréjus/Saint-Raphaël a mis en place, sur la demande de la mairie du Muy qui voulait marquer ainsi le 60^e anniversaire de la libération de la ville, son exposition comprenant 48 panneaux, avec 500 photos commentées portant sur les années 1929 à 1945.

Cette exposition a obtenu un immense succès, comme en témoigne le livre d'or mis à la disposition du public. Le président a été convié à participer à de nombreuses manifestations en compagnie des vétérans américains, ce qui est un inoubliable souvenir. André Bresson continue son "devoir de mémoire" au travers de ces documents. De nombreuses expositions sont prévues avant fin de l'année 2004. Ainsi, les "Amis de la Résistance (ANACR)" continuent et continueront de perpétuer le souvenir de la Résistance et font passer aux jeunes générations le message de paix.

ISERE

Les élèves du lycée Aristide-Bergès, des collègues Pierre-Dubois et Marc Sangnier de Seyssinnet-Seyssin ont reçu le 23 octobre des prix pour le Concours de la Résistance et de la Déportation consacré aux "Français libres". Sympathique réception au lycée Bergès, en présence des maires du canton ou de leurs représentants, des membres du comité ANACR, des professeurs et de nombreux lauréats.

Les jeunes ont reçu des livres offerts par le comité. Gabriel Madeva président départemental de l'ANACR et du comité déclara : "il est encourageant pour nous, anciens résistants et déportés et combattants, qui ne témoignent plus encore longtemps, de voir une jeunesse qui s'intéresse à l'avenir de notre pays, lutte contre le racisme, la xénophobie et le terrorisme". Cette année le 1^{er} prix départemental a été attribué à Sylvain Roussel du lycée Bergès

HAUTE-LOIRE

L'Amicale affiliée des Anciens de la Résistance et du maquis du secteur de Brioude, présidée par Firmin Hernandez, a tenu en janvier dernier son Assemblée générale en présence du président départemental de l'ANACR Haute-Loire, Lucien Volle.

Lucien Volle fit le compte-rendu du récent congrès national de l'ANACR à Grenoble, lors duquel il fut élu - avec Simone Conan, Jean Thouvenin et Jacques Weiller - à la vice-présidence nationale de l'ANACR.

Président du Comité de Haute-Loire du Concours de la Résistance et de la Déportation, Lucien Volle fit part des bons résultats : un lauréat primé sur le plan national en 2004. Il déplora toutefois qu'une dizaine de collèges seulement aient participé au concours, sur la quarantaine de collèges publics et privés que compte le département.

A l'issue des travaux de l'A.G., Firmin Hernandez fut réélu président.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Paul ROCHE (Puy-de-Dôme)

Né en 1921 dans une famille rurale, son père étant actif dans le syndicalisme agricole. Paul Roche, brillant élève de l'école de Saint-Gervais et de l'école nationale professionnelle de Thiers, intégra l'Ecole des Arts et Métiers d'Aix-en-Provence. Dès octobre 1942, il participe, dans son école, à la création d'un "groupe de Résistants". Fichés pour le STO en mars 1943, Paul Roche pense à ses Combattilles natales. Avec l'accord de Max Menut ("Bénévol"), chef de l'arrondissement du Mouvement uni de la Résistance (MUR) de Riom, il crée le maquis de Chazelette en avril 1943. Chef cantonal des MUR, le 15 juin 1943, il prend le nom de guerre de "Commandant André". Le 9 août 1943, avec sa vingtaine d'hommes, il décide de partir de Chazelette avant une attaque de GMR suite à une dénonciation. Peu après fut créé le maquis des Grands bois dit "Camp Nestor Perret". Paul Roche fut nommé le 4 novembre 1943 chef du sous-arrondissement militaire de Saint-Gervais. Fin avril 1944, les premiers Résistants partirent pour le Mont-Mouchet. Le 9 juillet 1944, "André" est nommé chef civil de la zone de guérilla n° 13 des FFI d'Auvergne, groupant les cantons de Saint-Gervais-Pionsat-Montluig-Ménat. Membre du Bureau National de l'ANACR de 1972 à 1988, et depuis membre honoraire, il était chevalier de la Légion d'Honneur, médaillé de la Résistance.

Le comité ANACR du Puy-de-Dôme a été affecté par le décès Lucien MARTIN, qui fut résistant dans l'Allier et était titulaire de la Médaille de la Résistance, de la Croix du Combattant, de Georges AZAM, originaire de l'Hérault, disparu à l'âge de 82 ans et titulaire de la Croix de Guerre (étoiles de bronze et de vermeil), d'André LEVIGNE, ancien FTP du 104^e Bataillon ; il était titulaire de la Croix du Combattant.

Ramon COLL, Francisco RUBIO (Guérilleros)

Agé de 17 ans, Ramon Coll, est sur les barricades de Barcelone 19 juillet 1936 pour défendre la République espagnole. Il fait partie des milices qui partent pour l'Aragon. Il combat pour libérer l'Espagne, Tardienta, Monte Aragon, ... Lorsque les milices intègrent l'Armée Populaire, il en est nommé lieutenant. Le repli du front d'Aragon l'amènera jusqu'à Lérida, Sort, la Seu d'Urgel, dans les Pyrénées catalanes. Lorsque le front de Catalogne est enfoncé par les troupes franquistes, Ramon passe la frontière avec son unité le 9 février 1939. Il connaît les camps de concentration d'Argelès-sur-Mer, de Saint-Cyprien, de Bram, dont il sortira en intégrant une des Compagnies de Travailleurs Étrangers formées pour servir le Ministère de la Défense. Il prend contact avec la Résistance : ce seront les déraillements de trains, la destruction de ponts, les sabotages divers et autres actions armées. Lieutenant FFI dans le Sud-Ouest, il participe aux combats de la Pointe de Grave et de la Poche de Lorient.

Francisco Rubio, ancien combattant républicain pendant la Guerre d'Espagne a connu l'exode et les rudes conditions qui furent réservées aux réfugiés dans les camps de concentration. Quand le sud de la France fut envahi par l'armée allemande, Francisco fut parmi les premiers guérilleros de l'Aude.

Olivier KERHARO (Côtes-d'Armor)

Doyen de l'A.N.A.C.R. des Côtes-d'Armor et de la ville de Saint-Brieuc, Olivier Kerharo nous a quitté à l'âge de 104 ans. Né dans le Trégor en avril 1900, sixième d'une famille d'agriculteurs de 12 enfants, Olivier Kerharo entra dans la gendarmerie. Lors de la Seconde Guerre Mondiale, à Corby, il mit sa fonction de gendarme au service de la Résistance, en aidant entre autres les jeunes à échapper au S.T.O. "Grillé", il dut rejoindre le maquis et fut alors considéré comme "déserteur" par la gendarmerie. Pour cet acte de "désobéissance", il dut attendre ses cent ans avant de recevoir la Légion d'Honneur. Il était aussi titulaire de la Médaille Militaire.

Hélène EDELINE (Lot-et-Garonne)

Née en 1919, elle commence à travailler à 16 ans dans une banque. Adhérente à la J.O.C., elle rejoint la CGT et participe à sa première grève lors du Front Populaire. En 1938, elle adhère au Parti communiste et participe à l'aide à l'Espagne Républicaine. Secrétaire à la mairie de Gentilly, elle est révoquée par la Délégation spéciale mise en place en octobre 1939 pour remplacer la municipalité communiste suspendue. Elle entre alors aux Usines Renault où elle participe à l'édition et à la distribution de tracts communistes clandestins ; une activité qu'elle poursuit après le début de l'Occupation et qui lui vaudra d'être inquiétée par la Police après la chute de l'imprimerie d'Emile Bastard, qui sera guillotiné. Passée dans la clandestinité, elle rejoint l'O.S. puis les FTPF. Agent de liaison de l'état-major des FTP notamment avec la M.O.I., elle participe à la recherche de planques, de matériel pour faux papiers, d'armes, de ravitaillement... Pendant l'insurrection de Paris, elle assure des liaisons pour le P.C. de Rol-Tanguy. Après la Libération, lors des municipales de 1945, Hélène Edeline est élue maire-adjoint de Gentilly, dont elle deviendra par la suite maire. Conseillère générale en 1953, elle mettra fin à sa carrière d'élue en 1977 après avoir été sénateur communiste du Val-de-Marne. Membre du Conseil National de l'ANACR depuis le congrès de Brest en 1992, elle était Chevalier de la Légion d'Honneur.

Gilbert GARDIOL (Vaucluse)

Ancien Résistant et Déporté, Officier d'active dans la Gendarmerie, le Colonel Gilbert Gardiol, président d'honneur du Comité ANACR de Carpentras disparu à 84 ans, était Commandeur de la Légion d'Honneur, titulaire des Médailles Militaire, de la Libération et de C.V.R.

Blaise RACODON, Juliette PLEYNET (Loire)

Blaise Racodon avait été fait prisonnier en 1940. Ses nombreuses tentatives d'évasion lui valurent d'être déporté au camp de Rawa-Ruska. A son retour en France, il devint président départemental de l'Amicale des Anciens de Rawa-Ruska. Membre du Comité de Résistance et de Déportation et du Comité d'Honneur départemental de l'ANACR, il était Chevalier de la légion d'Honneur à titre militaire.

Juliette Pleyne dit Juju, était entrée dans la Résistance en 1943 aux côtés de François Pleyne qui devint son mari après la Libération ; celui-ci, blessé au combat, décéda quelques années après, avec la mention "Mort pour la France". Elle était titulaire de la carte C.V.R.

L'ANACR de la Loire déplore aussi la disparition de Marcel BELFORT, ancien déporté, chevalier de la Légion d'Honneur, de Mmes BILLARD, BLANCHARD, MIGNARD.

André BRILLOUET (Loire-Atlantique)

Représentant de l'ANACR - dont il fut trésorier du comité de Nantes - au Comité directeur de l'UDAC, André Brillouet participa à de nombreuses actions de Résistance et aux combats de la Libération.

Noël BALOUT (Dordogne)

Né en 1924, Noël Balout s'engagea dans la Brigade Alsace-Lorraine et participa à tous les combats de Vosges et d'Alsace, notamment aux durs affrontements de la Poche de Colmar.

Raymond PLANCHERON, Robert GIROUD (Ain)

Né en 1925, Raymond Plancheron forma avec son frère Jean dès juin 1943 une dizaine des F.U.J.P. Arrêtés le 24 mai 1944, son jeune frère de 17 ans fut fusillé le 10 juin, sa mère et sa sœur de 20 ans furent après un internement à Romainville déportés à Ravensbrück d'où heureusement elles revinrent. Raymond Plancheron était titulaire des Croix du Combattant et de C.V.R.

Disparu à 83 ans, Roger Giroud fut chef de trentaine aux F.U.J.P., participant notamment à la bataille de la Valbonne. Il était titulaire des Croix du Combattant et de C.V.R.

Jean BONIZEC (Finistère)

Né en 1922, Jean Bonizec, engagé dans la Marine Nationale le 3 juin 1940, embarqué à Brest sur le pétrolier "Tarn" qui fait route sur Casablanca, il rejoint le Jean-Bart le 23 octobre 1940 comme matelot électelotier. A la DCA de Bizerte le 3 juillet 1941, il est quartier-maître le 1^{er} avril 1942. Début 1943, il rentre en France et revient à Audierne. Entré dans la Résistance, il fait partie du réseau "O.R.A." Cie Surcouf (commandée par Alain Colonna de Pont-Croix). Il participe au parachutage de Mahalon. Secrétaire de l'équipe de foot, il recrute plusieurs jeunes par ce biais.

Joseph VETEL, Armand SIVY, Joseph REMINIAC (Morbihan)

Membre du groupe de Résistance formé par Raymond Bosser dès le 1^{er} Juin 1942, au réseau "Vengeance", Joseph Vetel était chargé de rechercher des aviateurs alliés tombés dans la région et de les cacher. Affecté aux corps francs, il accomplit de nombreuses missions... A partir du 2^e Juin 1944, il est muté au 5^e bat. FFI devenu le 10^e Rangers. Il combat dans le secteur de Gourin et est cité à l'ordre du régiment par le Général Allard... Dès le 10 août 1944, engagé volontaire pour la durée de la guerre, il continue à servir son unité jusqu'à la reddition des forces allemandes de la poche de Lorient. Il était titulaire des Croix de Guerre, du Combattant et du C.V.R.

Armand Sivy s'engagea au début de 1944 au 1^{er} bat. FTP Cie du Capitaine Albert, "la Marseillaise" et participa à la libération du secteur de Baud et Pluvigner. Puis il rejoindra le front de Lorient, secteur d'Etel jusqu'à la reddition. Il était titulaire des Croix du Combattant, de C.V.R. et de la Médaille Commémorative Guerre 39/45.

Joseph Réminiac, disparu à 82 ans s'engagea dans la Résistance en octobre 1943, recruté par un instituteur, Eugène Gillard. Réfractaire au STO, caché dans une ferme il participa, intégré à la compagnie Le Taliec, aux actions de la Résistance. Après la libération du pays de Guer et des alentours, puis la libération de Nantes, il s'engagea pour la durée de la Guerre au 9^e bat. FFI du Morbihan sur le front de Lorient. Il était titulaire des Croix de Réfractaire, de C.V.R., des Engagés Volontaires 1939-1945 avec Barrette Libération et du Titre de Reconnaissance de la Nation.

L'ANACR du Morbihan a été aussi éprouvée par la disparition à 83 ans de Jean KERVADEC, réfractaire au STO en novembre 1942, intégré à la 5^e Cie du 7^e bat, il combattit sur le front de Lorient, de Pierre LE DEVEHAT qui participa à la Résistance dans la presqu'île de Quiberon, de Pierre DREANO qui s'engagea dans le groupe de Résistance du métro parisien.

André COLON (Aveyron)

Décédé à 82 ans, André Colon, déporté-résistant, était membre de la FNDIRP et du Comité de Capdenac de l'ANACR.

Maurice MONIER, Marie-Thérèse HEFTI (Var)

Né en 1915, Maurice Monier avait été fait prisonnier le 10 mai 1940. Après une tentative manquée, il réussit à s'évader et reprit le combat, apportant aux jeunes maquisards, son expérience de soldat aguerri.

Marie-Thérèse Hefti, très croyante, s'était engagée dans la Résistance. Elle était titulaire des Croix du Combattant 1939-1940 et de C.V.R., du Titre de Reconnaissance de la Nation.

Lucien LAVACHRY (Somme)

Disparu à l'âge de 80 ans, Lucien Lavachry avait rejoint la Résistance en 1943. FTPF, il est arrêté le 18 avril 1944 et transféré à la prison Bonne-Nouvelle à Rouen, puis au camp de Royallieu. Le 9 juin, il est déporté à Dachau puis au Commando d'Alloch d'où il ne sera libéré que le 30 avril 1945. Militant syndical, il fut aussi adjoint au maire du Tréport. Il présida longtemps la section FNDIRP du secteur Le Tréport-Mers.

LA VERITE SUR CELINE

Par André Rossel-Kirschen

Notre camarade André Rossel-Kirschen, le seul rescapé du tristement célèbre "Procès de la maison de la Chimie" à Paris, publie un livre dont le titre définit très exactement un personnage qui passe pour être l'un des plus grands prosateurs contemporains et que beaucoup plaignent pour ce qu'il souffrit pendant la guerre (c'est-à-dire à la fin, car la France occupée lui avait été passablement confortable). On a reconnu Céline. Le livre de notre camarade s'intitule : "Céline et le Grand Mensonge".

En fait, Kirschen aurait pu parler des grands mensonges, au pluriel. En vérité Céline a bâti une légende que ceux qui veulent voir en lui le plus grand prosateur du XX^e siècle prennent pour argent comptant.

Par exemple, l'enfance pauvre du nommé Destouches (le vrai nom de Céline) est une invention, de même que son engagement volontaire en 1914, de même que la gravité de la blessure qu'il aurait alors subie dès le début de la guerre, de même que la fable des études

de médecine faites tout en travaillant, de même que la légende du médecin des pauvres, de même que l'épopée qu'aurait constituée sa fuite de Sigmaringen vers Copenhague en 1945, de même que la misère du personnage, qui en fait avait, avant la guerre, dissimulé dans la capitale danoise une réserve d'or. Ayant voyagé vers elle, certes avec son chat, comme il le dit, (lequel servait aussi à dissimuler quelques lingots dans le fond du sac à dos où l'animal était placé), il bénéficia pour ce faire d'un laissez-passer d'une solidité parfaite, puisqu'établi par son ami, le colonel S.S. Bickler.

Mais concluons sur un fait significatif. Les admirateurs de Céline pleurent sur le fait qu'à son retour de Copenhague il passa plusieurs hivers sans chauffage dans un pavillon qui en fait appartenait à sa femme. Curieux : Quant il rentra du Danemark, il se préoccupa des droits d'auteur que lui devait Gallimard. Celui-ci ne barguigna pas et lui versa... 10 millions de l'époque ! (Un cadre moyen gagnait alors autour de 25.000 francs par mois !).

(Editions Mille et Une Nuits. 12 €)

PIERRE SUDREAU

Par Christiane Rimbaud

Tous nos lecteurs savent que Pierre Sudreau, Président national de l'A.N.A.C.R. avec Robert Chambeiron et, depuis Grenoble, Louis Cortot, avait publié un important ouvrage dont nous avons rendu compte il y a un peu plus de deux ans : "Au-delà de toutes les frontières". Outre les souvenirs de la déportation et de l'affection, qui continue à animer bien des rescapés au-delà de leurs opinions, une phrase portait loin et pourrait être citée par nous tous : "Une Europe uniforme, caporaliste, perdrait son âme et sa force : il faut inventer une structure d'avant-garde, différente des superpuissances centralisées, pouvant ménager les identités – et les susceptibilités nationales".

Mais, ces derniers temps, deux publications sont venues enrichir la connaissance du passé et des pensées de notre président. D'abord une brochure d'entretiens avec François Georges, sous le titre : "Sans se départir de soi". Grâce à Laure Adler, l'entretien, maintenant publié aux éditions Tirésias, fut diffusé sur l'antenne de France Culture en mai 2003. Pierre Sudreau sera à coup sûr satisfait de l'importance que nous attachons à la phrase de Montaigne qui est placée en épigraphe de la brochure : "J'ai pu me mêler des charges publiques sans me départir de moi de la largeur d'un ongle et me donner à autrui sans m'ôter à moi". Le titre s'éclaire là singulièrement.

Et voici que Christiane Rimbaud publie aux éditions du Cherche-Midi une biographie fort détaillée sous le tout simple titre : "Pierre Sudreau". On y relève d'abord des faits que l'on connaît, tel que l'amitié qui lia Saint-Exupéry au très jeune lecteur qui avait eu l'audace de lui écrire et qui tient une place dans l'inspiration du célèbre "Petit Prince". On retrouve le résistant du réseau Brutus, où il agit, pour la zone Nord, en liaison avec Gaston Defferre, responsable en zone sud. Puis c'est la déportation, la mort risquée quotidiennement, dont une

fois à cause d'une maladie dont sut le sauver son compagnon de martyre le docteur Fresnel (qui devint ultérieurement pendant de longues années le Président de l'important comité local de l'A.N.A.C.R. de Fourmies, dans le Nord). Et Pierre Sudreau n'oublie évidemment pas de citer des camarades de souffrance d'opinions très différentes des siennes : Marcel Paul, Pierre Durand, Guy Ducloné : Il est des amitiés qui dominent les options politiques...

Donc, Pierre Sudreau, à peine libéré de Buchenwald, se trouve reçu par le Général de Gaulle qui l'appelle à servir l'Etat "comme Jean Moulin". Notre ami devient alors le plus jeune Préfet de France, puis membre du Gouvernement en 1958. Mais, en désaccord avec l'élection du Président de la République au suffrage universel, il démissionne de son poste, tout en refusant en 1965 d'être candidat à l'élection présidentielle contre celui qui reste à jamais pour lui "l'homme du 18 juin". Le voici alors député, maire de Blois, puis Président de la "Fédération des Industries Ferroviaires" jouant un rôle évident dans la création du T.G.V., du R.E.R., de l'aéroport de Roissy, du boulevard périphérique parisien, etc.

La soirée de présentation de ce livre au public, le 7 décembre dernier, à l'Hôtel des Invalides, connut un succès d'estime considérable. L'A.N.A.C.R. et ses Amis y étaient représentés, mais l'on remarquait aussi des personnalités comme Mme Simone Veil, l'Amiral Philippe de Gaulle, Guy Ducloné, l'ancien ministre Charles Fiterman, les plus importants responsables du chemin de fer à l'échelle nationale et internationale, tous plus ou moins disciples de Louis Armand, le "maître à penser" du transport ferroviaire à notre époque... et ancien résistant, est-il besoin de le rappeler ? Par sa présence, le Général d'Armée Kelche, nouveau grand Chancelier de la Légion d'Honneur, honoraient le membre du Conseil de l'Ordre qu'est Pierre Sudreau.

C.F.B.

DES MOTS CONTRE L'OUBLI

La photographe Marie-Hélène Muller publie des clichés du seul camp d'extermination qui exista en France, celui du Struthof. Marc Pottier, historien, présente le camp. Gisèle Guillemot évoque en quelques poèmes, dont la brièveté ajoute souvent à l'émotion, ce que vécurent les martyrs du Struthof ; Elle a connu les mêmes douleurs à Ravensbrück et Mauthausen, où elle avait été jetée lorsque la tristement B.S. de Rouen l'avait détectée comme l'une des premières résistantes du Calvados.

Comment pourrait-on oublier ces vers ?

"Ils les ont emmenés ce matin
"Ils les ont fusillés tout à l'heure...
"On dit qu'on les fusille au creux d'une colline...
"J'aurai dû moi aussi m'en aller avec eux.
"A la même lourde peine nous étions condamnés.
"Qui sait combien de temps me sera réservé.
"Pourrai-je désormais sans cauchemar dormir ?"
(Mairie de Colombelles – Calvados)

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL : ROBERT CHAMBEIRON TÉMOIGNE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE (C.N.R.)



LE CNR ET SON PROGRAMME

Entretien avec Robert CHAMBEIRON, secrétaire général-adjoint du CNR

VIDEO-CASSETTE

VHS-PAL (60 minutes)..... l'unité : 23 € x =
Par 10, l'unité : 20

DVD (60 minutes)

Par 10, l'unité : 25 €

Total : €

Franco de port

Toute demande d'envoi en recommandé sera facturée

Les commandes doivent être adressées à l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.) 79, rue Saint Blaise 75020 PARIS – chèque à l'ordre de l'A.N.A.C.R.



MERS-LES-BAINS " L'INSOUMISE "

Par Roland Jouault

Roland Jouault, Président du Comité de l'ANACR à Mers-les-Bains (Somme), ancien maire de la commune, F.F.I. à 17 ans, a récemment publié avec Jeannette Vanderschooten, résistante depuis 1940, un livre extrêmement attachant sur la Résistance à Mers, première ville de la Somme au dessus du Tréport. L'ouvrage est riche d'évocations des actions menées par les cheminots, nombreux en ce terminus de ligne, et d'autres résistants majoritairement jeunes, riche en mentions de noms des participants aux actions, n'oubliant ni les déportés, ni les principaux textes évoquant la Résistance, du "Chant des Partisans" à "l'Affiche Rouge" d'Aragon, "Liberté" d'Eluard, le "C.N.R."... le dernier texte étant une longue citation de Robert Chambeiron.

Beaucoup de faits mériteraient d'être cités. Retenons notamment l'attaque de la prison d'Abbeville, attaque à laquelle participèrent 3 Mersois et un groupe du Vimeu. Le plan de l'opération avait été mis au point avec le responsable départemental, le Commandant Loisy-Jarnier. Deux groupes de protection restent hors de la prison. Les religieuses qui travaillent dans l'hospice face à la prison voient les résistants arriver, neutraliser les gardiens...mais se taisent. Les prisonniers sont libérés. Un résistant leur dit :

"Vous sortirez tranquillement par petits groupes pour ne pas attirer l'attention. On tire sur celui qui court". Dispersion. Le tout a duré un quart d'heure. Les Allemands n'arrivent qu'une heure plus tard, et... libèrent les gardiens de prison. Quatre des nôtres qui devaient être fusillés sont dorénavant libres, ainsi que 70 autres camarades. Ce coup de maître fut réussi le 22 juin 1944.

(Editions Bertout – 76810 Luneray)

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD

Rédaction - Administration
79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Directeur de Publication: Jean-Emile FREIRE

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS
Tél. : 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS
e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France 11 €
Etranger 13 €
Abonnement de soutien 25 €
Le numéro 2,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Jean FREIRE
Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 0308 A 06405

Imprimerie Multi Inco Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris
Tél. : 01.40.03.96.80